

**Convention de partenariat
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
le Syndicat de Lutte contre les Moustiques du Bas-Rhin
portant sur
l'attribution de subventions de fonctionnement
au titre de
la lutte anti-nuisances liées aux moustiques pour l'année 2023**

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°.... du 15 mai 2023,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

Le Syndicat Mixte de Lutte contre les Moustiques du Bas-Rhin, dont le siège est à la Mairie de LAUTERBOURG, représenté par sa Présidente, Madame Sandrine HOLDERITH-PALAU,

Ci-après dénommé « le bénéficiaire » ou « le SLM 67 ».

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 64-1246 modifiée du 16 décembre 1964 relative à la lutte contre les moustiques et précisant les compétences départementales sur le sujet ;

Vu le décret relatif à la lutte contre les moustiques n° 65-1046 du 1^{er} décembre 1965, pris pour l'application de la loi n° 64-1246 du 16 décembre 1964 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 avril 1983 portant création d'une zone de lutte contre les moustiques ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2000 modifiant la zone de lutte contre les moustiques dans le Département du Bas-Rhin ;

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la demande de subvention du 27 mars 2023,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

En matière de lutte anti-moustiques la CeA a comme compétences :

- l'organisation et la délimitation de la zone de lutte anti-nuisances (LAN), qui est ensuite soumise pour approbation au Préfet.
Dans le territoire du Bas-Rhin, cette zone a été créée en 1983 sur 43 communes au nord de STRASBOURG et étendue en 2001 sur 3 communes (Sélestat, Rhinau et Diebolsheim).
- le financement de la LAN et de la LAV (lutte contre le moustique tigre), dépense obligatoire pour la CeA (50 % au minimum) à l'intérieur de la zone de lutte, le reste étant constitué par des contributions des communes.

Depuis 1983, cette lutte pour limiter les nuisances liées aux moustiques est réalisée par le biais de traitements des zones de reproduction, à pied ou par hélicoptère, avec un insecticide biologique. Ces opérations sont très dépendantes de la mise en eau des gîtes larvaires et donc des précipitations et des crues du Rhin.

L'objectif du SLM 67 est de réaliser ces opérations, dans le cadre de l'arrêté préfectoral, ainsi que l'accompagnement et les études nécessaires à leur déploiement, pour les communes qui demandent à en bénéficier.

Suite au décret du 29 mars 2019, les compétences de la CeA en matière de lutte anti-vectorielle (LAV) contre le moustique tigre s'exercent sur les actions de prévention et de communication. Le SLM 67 est l'opérateur bas-rhinois pour ces missions.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

1.1. Lutte Anti-Nuisances (article 1 (3°) de la loi n° 64-1246 du 16 décembre 1964)

La CeA s'engage à apporter une aide financière pour les actions de lutte anti-nuisances que le bénéficiaire s'engage à réaliser en 2023, à son initiative et sous sa responsabilité.

Pour 2023, le SLM 67 propose également de poursuivre le travail de cartographie des traitements à pied dans des secteurs tests et d'apporter son soutien à la réflexion sur l'évaluation environnementale.

1.2 Lutte Anti-Vectorielle (article 1 (1°) de la loi n° 64-1246 du 16 décembre 1964)

En 2023, les actions de prévention de la nuisance contre le moustique tigre s'articulent autour des axes suivants :

- sensibilisation et formation des élus et services communaux,
- sensibilisation des jardiniers des jardins familiaux des zones colonisées (articles, manifestations grand public, ...),
- prévention dans des EHPAD en zones colonisées,

en mettant l'accent sur les actions collectives et la formation des relais locaux, en commune en particulier.

Le partenariat avec la CeA permet au SLM 67 d'apporter une assistance technique pour les communes colonisées en répondant à leurs interrogations concernant les techniques de lutte et de prévention.

Pour la gestion des équipements publics, l'intervention du SLM 67, au-delà d'expérimentations, s'appuiera en priorité sur l'accompagnement des communes qui souhaitent réaliser ces actions : formation, plan d'action, expertise, suivi, etc, à l'exclusion de traitements des gîtes larvaires, qu'ils soient supprimables ou pas.

Article 2 : Détermination des montants des subventions

2.1. Pour la LAN

Le coût total estimé éligible du programme d'action pour 2023 est de 483 329,78 €, à savoir le montant du budget primitif du SLM67, déduction faite des frais annexes, conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'aide financière de la Collectivité européenne d'Alsace s'élève à 208 000 €, à hauteur de 50 % des dépenses réellement engagées.

L'aide financière de la CeA pourra être adaptée, par voie d'avenant, en fonction des conditions météorologiques et de l'évolution des nuisances pendant l'année 2023.

2.2. Pour la LAV

D'après le budget fourni par le SLM67, le coût total estimé éligible du programme d'action pour 2023 est de 18 750 €.

L'aide financière de la Collectivité européenne d'Alsace s'élève à 15 000 €, à hauteur de 80 % des dépenses réellement engagées.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité des aides de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par les deux parties et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité des subventions

Les subventions attribuées doivent être affectées aux dépenses de fonctionnement portant sur les activités définies à l'article 1^{er}.

Les actions devront être réalisées au plus tard le 31 décembre 2023 sous peine des sanctions prévues à l'article 7.

Le solde des subventions ne pourra être versé que jusqu'au 31 décembre 2024. Après cette date, les subventions seront frappées de caducité et leur solde ne pourra pas être versé.

Toutefois, le SLM 67 s'engage à adresser à la CeA sa demande de versement du solde des subventions, pièces justificatives à l'appui, au plus tôt, et en tout état de cause avant la date de caducité précitée, étant entendu que, en cas de demande ou de transmission de pièces tardives, le versement du solde pourra être reporté à l'année 2023, après inscription du montant du solde au budget de la CeA.

Article 4 : Modalités de versement des subventions

Les subventions seront versées par acomptes, selon l'échéancier suivant :

- 1^{er} acompte de 50 % dès que les crédits 2023 sont disponibles et au vu d'un exemplaire de la présente convention signée par le SLM 67,
- un acompte intermédiaire pourra être versé, sur production des pièces attestant de l'utilisation intégrale du 1^{er} acompte et d'états récapitulatifs des dépenses, certifiés exacts par le responsable légal,
- les soldes seront versés sur présentation d'un bilan d'activité (du type de celui d'une assemblée générale) et au vu de la production d'un état des dépenses pour le budget principal (LAN) et le budget annexe (LAV) établis par le comptable public.

Si le montant des dépenses réelles attestées par le SLM 67 est inférieur au montant des subventions attribuées, les subventions versées par la CeA seront automatiquement réduites à due concurrence.

Les comptes administratifs et les rapports d'activités définitifs, LAN, LAV et données SIG liées à la cartographie des traitements, devront être fournis au plus tard le 30 juin de l'année suivante.

Les versements seront effectués par prélèvement sur l'opération P226O003, chapitre 65, nature 657358, fonction 78, du budget de la CeA.

Le comptable assignataire est le Payeur Départemental de la CeA.

Article 5 : Obligations à la charge du bénéficiaire des subventions

Le SLM 67 s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1^{er} ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie des aides financières au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1^{er}, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution des subventions, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de dissolution le concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant les subventions objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien des subventions et les conditions pour leur versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution des subventions, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 7 et 8.

Article 6 : Information et communication

Sous peine d'interruption et/ou de reversement de tout ou partie des aides de la CeA, le SLM 67 doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont il dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par le SLM 67 et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de

calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, le SLM 67 pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, animations, festivals ...), le SLM 67 devra systématiquement, d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.

Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie des allouées.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement (acompte/solde) et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures...).

Article 7 : Interruption et reversement de tout ou partie des subventions

Après examen des justificatifs présentés par le SLM 67, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par le SLM 67 pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets :

- l'interruption du versement des aides financières de la CeA,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants déjà versés.

La CeA en informe le SLM 67 par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 8 : Résiliation

8.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

8.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

8.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

8.4. En cas d'ouverture de dissolution du SLM 67, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour le SLM 67 ou la nouvelle personne juridique qui se verra transférer ses droits et obligations de poursuivre le projet.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation du SLM 67 en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA versera les subventions à due concurrence des dépenses justifiées par le bénéficiaire, mais pourra demander le remboursement immédiat de tout ou partie des subventions déjà versées et non utilisées.

Article 9 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et le SLM 67. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 10 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant les subventions, objets de la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 11 : Annexe

L'annexe référencée dans la présente convention fait partie intégrante de celle-ci et a valeur contractuelle.

Article 12 : Règlement des litiges

12.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

12.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 12.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en double exemplaire, un pour chacune des parties,

Pour la Collectivité européenne d'Alsace,
Le Président

Pour le SLM 67,
La Présidente

Frédéric BIERRY

Sandrine HOLDERITH-PALAU

à Strasbourg, le

ANNEXE – Budget prévisionnel du programme d'action

SMI MOUSTIQUES - SYNDICAT LUTTE MOUSTIQUES - BP (projet de budget) - 2023

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES				A1
Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	Charges à caractère général	238 337,00	240 740,00	0,00
60622	Carburants	4 000,00	4 500,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	140 000,00	140 000,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	150,00	40,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	2 500,00	2 500,00	0,00
60636	Vêtements de travail	1 500,00	1 200,00	0,00
6064	Fournitures administratives	500,00	200,00	0,00
6132	Locations immobilières	4 600,00	4 900,00	0,00
6135	Locations mobilières	55 000,00	55 000,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	3 000,00	2 600,00	0,00
6161	Multirisques	10 800,00	13 500,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	100,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	1 500,00	500,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	500,00	0,00
6228	Divers	600,00	1 200,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	1 000,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	100,00	300,00	0,00
6238	Divers	8 800,00	10 000,00	0,00
6256	Missions	500,00	1 000,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	900,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	200,00	200,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	1 500,00	1 400,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	150,00	300,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	1 000,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	837,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	254 345,00	252 340,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	2 000,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	140,00	140,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 100,00	3 100,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	405,00	300,00	0,00
6411	Personnel titulaire	42 000,00	42 000,00	0,00
6413	Personnel non titulaire	128 000,00	124 000,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	41 000,00	42 000,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	15 000,00	15 000,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	4 900,00	5 100,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	2 800,00	3 500,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	600,00	620,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	80,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	1 300,00	1 300,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	700,00	700,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	4 500,00	4 500,00	0,00
6488	Autres charges	7 900,00	10 000,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	16 705,00	19 201,00	0,00
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	0,00	96,00	0,00
6531	Indemnités	15 400,00	17 800,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	800,00	800,00	0,00
6536	Frais de représentation du maire	500,00	500,00	0,00
65888	Autres	5,00	5,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		509 387,00	512 281,00	0,00
66	Charges financières (b)	100,00	300,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	100,00	300,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	0,00	1 649,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	1 649,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)	0,00	0,00	0,00
022	Depenses Imprévues (e)	3 500,00	5 000,02	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		512 987,00	519 230,02	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)	16 413,81	9 346,98	0,00
6811	Dot. amort. et prov. immos incorporelles	16 413,81	9 346,98	0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		16 413,81	9 346,98	0,00

SMI MOUSTIQUES - SYNDICAT LUTTE MOUSTIQUES - BP (projet de budget) - 2023

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
043	Opérat° ordre intérieur de la section (10)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		16 413,81	9 346,98	0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		529 400,81	528 577,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	528 577,00
--	-------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6615 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	29 815,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0,00	29 815,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	499 169,53	480 095,58	0,00
7473	Participat° Départements	249 358,00	241 664,89	0,00
74748	Participat° Autres communes	87 913,35	86 610,94	0,00
74758	Participat° Autres groupements	138 153,18	136 370,51	0,00
7477	Participat° Budget communautaire et FS	23 745,00	11 081,24	0,00
7488	Autres attributions et participations	0,00	4 368,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	2 640,00	2 750,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	2 640,00	2 750,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013		501 809,53	512 660,58	0,00
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	100,00	100,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	100,00	100,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d		501 909,53	512 760,58	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (9)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		501 909,53	512 760,58	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00
----------------------------	------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	15 816,42
---	-----------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	528 577,00
---	------------

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).